

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



ETEX

ZONE INDUSTRIELLE
68490 OTTMARSHEIM

Références : 0464_2022_11_30_ETEX_VIIC_plainte_bruit
Code AIOT : 0006700464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement ETEX implanté ZI 68490 OTTMARSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée suite à une plainte reçue en Préfecture en février 2022, visant les émissions sonores de la société ETEX et à un arrêté de mise en demeure pris le 16 mai 2022 suite à un contrôle documentaire sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX
- ZI 68490 OTTMARSHEIM
- Code AIOT : 0006700464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale du site est la production de plaques de plâtre à partir de gypse à destination de la construction.

Contexte de la visite :

Une plainte du 22 février 2022, visait une problématique de bruit de fonctionnement des installations de l'entreprise ETEX à Ottmarsheim.

L'exploitant a transmis les résultats des dernières mesures acoustiques réalisées. Ces analyses dataient du 31 mai et du 1er juin 2021.

Leurs analyses ont révélé des non-conformités et le dépassement des limites réglementaires en limite de site (point C) et au niveau de la Zone d'Émergence Réglementée. Ces constats ont donc conduits à la notification de l'arrêté de Mise en Demeure du 16 mai 2022, pour un retour à la conformité sous 1 mois.

Ainsi l'exploitant a fait réaliser de nouvelles mesures du 13 au 30 mai 2022. Le rapport de la société APAVE, n°2280205, version 2, daté du 02/06/2022 relatif à la surveillance de son niveau sonore a été transmis à l'inspection des installations classées le 10 juin 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Pertinence du point de mesure en ZER	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, annexe point 2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 12.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement respecte les prescriptions imposées par l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 30/07/2001, relatif aux émissions sonores au niveau des points situés en limite de propriété. Il est demandé à l'exploitant de justifier le positionnement retenu pour la réalisation des mesures en Zone à Emergence Réglementée (ZER).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2001, article 12.2		
Thème(s) : Autre, Bruit		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : <i>Niveau acoustiques</i>		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée:		
	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point A	68 dB(A)	63 dB(A)

Point B	60 dB(A)	58 dB(A)
Point C	60 dB(A)	55 dB(A)

Emergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones d'émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

[...]

Constats :
 Une plainte du 22 février 2022, visait une problématique de bruit de fonctionnement des installations de l'entreprise ETEX à Ottmarsheim.

L'exploitant a transmis les résultats des dernières mesures acoustiques réalisées. Ces analyses dataient du 31 mai et du 1er juin 2021. Leurs analyses ont révélé des non-conformités et le dépassement des limites réglementaires en limite de site (point C) et au niveau de la Zone d'Émergence Réglementée. Ces constats ont donc conduits à la notification de l'arrêté de Mise en Demeure du 16 mai 2022, pour un retour à la conformité sous 1 mois.

Ainsi, l'exploitant a fait réaliser de nouvelles mesures du 13 au 30 mai 2022. Le rapport de la société APAVE, n°2280205, version 2, daté du 02/06/2022 relatif à la surveillance de son niveau sonore a été transmis à l'inspection des installations classées le 10 juin 2022.

Ces nouvelles mesures ne montrent aucun dépassement aux valeurs imposées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Pertinence du point de mesure en ZER

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, Annexe point 2.2
Thème(s) : Autre, Bruit - Conditions de mesurage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (Annexe) 2.2. Conditions de mesurage (point 6.2 de la norme) Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées. Note : [...], en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par rapport à l'établissement ; les contrôles doivent en principe porter sur chacun d'eux. Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. [...]
Constats : Le plan annexé à l'Arrêté Préfectoral du 30 juillet 2001 ne matérialise pas de point de mesure en

zone à émergence réglementée (ZER).

En cette absence, et à l'initiative de l'exploitant, les analyses acoustiques pour le point de mesure en ZER, présentes dans le rapport de la société APAVE, n°2280205, version 2, daté du 02/06/2022, ont été réalisées dans le jardin de l'habitation la plus proche, située au 13 rue du Port à Ottmarsheim.

Toutefois, aucun élément justifiant le choix et la pertinence de la localisation de ce point de mesure en ZER ne figure dans le rapport de l'organisme de mesure susmentionné contrairement aux dispositions du point 2.2 de l'annexe de l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997 (relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement).

Observations :

Il appartient à l'exploitant de justifier au regard du contexte (sources de bruit, distance des zones à émergence réglementées, présence d'écran : stock de matériaux, ...), dans un délai de trois mois, et à l'appui d'une étude, la pertinence de l'emplacement du point de mesure en ZER.

Le cas échéant, en fonction des conclusions de cette étude, l'exploitant proposera l'emplacement le plus représentatif vis à vis de la ZER et communiquera, dans un délai de 5 mois, à l'inspection des installations classées le résultat des mesures réalisées à cet endroit.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet